

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

MARDI
18
NOVEMBRE
1975
N° 37
1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

éditorial

L'ESPRIT DE RAMBOUILLET

...TRES AMERICAIN

Au château de Rambouillet, les lustres sont éteints. Les 3 000 gendarmes et policiers se sont retirés. Avec leur suite, plus de 500 personnes rien que pour le président Gerald Ford, les chefs d'Etat ou de gouvernement sont repartis. La mise en scène avait une importance certaine dans ce sommet de Rambouillet.

Tenter de rassurer, dans les grandes nations capitalistes, une opinion inquiète du degré d'inflation et du taux de chômage qui frappe des millions de travailleurs, c'était un des buts de la réunion.

«Donner confiance», c'est une des formules maîtresses de la déclaration finale, qu'a lue Giscard d'Estaing hier après-midi. Aujourd'hui, insiste-t-on, nous connaissons une relance mondiale qui peut être bénéfique à tous : le président Ford qui prépare les prochaines élections présidentielles de son pays, l'a beaucoup répété. Et cette relance ne doit pas être compromise : «pas question de revenir à une période d'instabilité», dit la déclaration. C'est un appel aux travailleurs de tous les pays impérialistes d'être «raisonnables», d'accepter de se serrer la ceinture pour assurer le redressement des économies capitalistes. On se rappelle les propos, il y a quelques jours du chef du patronat français disant : «si nous sortons du tunnel», c'est le moment de rester très «prudents» dans les revendications. Et pour prévenir le développement des luttes populaires, les chefs d'Etat affirment : «les démocraties industrielles se donnent pour but de venir à bout du chômage et de l'inflation». Par quels moyens ? Mystère. La réunion de Rambouillet ne le dit pas.

Ce n'est pas le seul point, loin de là, où l'on reste dans le vague. «On communique des

décisions et on déclare des intentions» a souligné le porte-parole de l'Elysée lorsqu'il a indiqué qu'il n'y aurait pas de communiqué à la fin de la réunion. Un exemple de ce flou concerne le commerce : lorsqu'on déclare être «hostile à toute mesure protectionniste dans le domaine commercial», cela peut vouloir dire beaucoup de choses : demande européenne et japonaise aux Américains pour qu'ils cessent de fermer leurs frontières aux produits européens et japonais ? Exigences des Américains pour faire admettre l'exportation massive de leurs produits agricoles sur le marché européen ? Le renvoi aux «négociations commerciales multilatérales qui doivent être accélérées conformément aux principes de Tokyo et devront s'achever en 77» signifie que le sommet de Rambouillet n'a pas tranché grand-chose dans ce domaine où les contradictions entre pays impérialistes s'affirment particulièrement aiguës.

Lorsque Ford déclare que les entretiens ont été «extraordinairement fructueux», il grossit de façon non négligeable la réalité. Mais, il a tout de même des motifs de satisfaction. Les tenants de la bourgeoisie française qui réclamaient encore ces derniers mois des parités fixes entre les monnaies, y ont renoncé et le dollar est autorisé à continuer à fluctuer «dans des marges plus étroites». Quant aux décisions plus précises sur le plan monétaire, elles sont renvoyées à la réunion en janvier prochain du Fonds Monétaire International (FMI) où les Américains ont une autorité prépondérante, alors que Giscard voulait avant tout que ce sommet prenne des décisions précises dans le domaine monétaire. Le fait que la Communauté Européenne n'était pas représentée en tant que telle à Rambouillet

suite page 4

Air France non à la reprise

la direction de la CGT appelait à reprendre le travail ce matin à Orly Nord



Hier matin, à Air France, alors que la voie de la lutte s'était encore affirmée durant le week end, les révisionnistes de la CGT appelaient à la reprise ! Des milliers de travailleurs, comme à Orly Nord, déterminés à vaincre, répondirent en force à cette trahison, par des sifflets, huées opposant à la voie de la capitulation celle du combat.

Aujourd'hui, les révisionnistes avancent des «justifications». Pour eux, devant les différents moyens mis en œuvre par la bourgeoisie depuis cinq semaines pour briser la lutte (répression brutale, tentatives de division, pressions financières), les travailleurs n'y pourraient rien, ils n'auraient donc qu'à reprendre le chemin du travail sans avoir rien obtenu ! Ils proposent donc de soi-disant formes de lutte «mieux adaptées à la situation». Autrement dit, cesser la grève de 24 H, reprendre le travail : «ainsi nous pourrions nous battre sur le terrain de la direction qui veut essayer de laisser pourrir le mouvement». Alors, «les travailleurs pourront engager des «grèves tournantes».» De plus, «réintégrer l'entreprise et reprendre le travail permet de rester unis».

suite page 4

MOULINS

La prison n'aura pas été une épreuve bien longue pour le patron Planche : incarcéré jeudi soir, admis à l'hôpital le lendemain, il était libéré hier, à 9 H du matin. La décision de la libéra-

tion n'a pas été prise, comme on l'attendait par la cour d'appel de Riom, mais par Melle Chauvaud, le juge qui avait décidé l'incarcération. C'est du procureur que sont venues les justifications : «les actes d'instruction ont été effectués avec la diligence habituelle (...) en dépit de certains mouvements d'intimidation extérieurs, les motifs de la détention (...) n'existent plus». Or cette détention était destinée à empêcher que des pressions s'exercent sur les témoins. Déjà, le fait que Pierre Planche, frère de l'accusé et codirecteur de l'entreprise, ait été laissé en liberté, en réduisait la portée.

suite page 4

le patron n'est resté que trois jours en prison

LES ANTI-FRANQUISTES APRES FRANCO

-page 6

interview de l'Union Démocratique Militaire

la vie du journal

dans notre courrier

LA BOURGEOISIE NE REUSSIT PAS A RETOURNER L'OPINION CONTRE LES JEUNES

L'autre jour à Marseille un fait « inouï » selon le Méridional, relégué soigneusement dans les « faits divers », « peu croyable » selon la Marseillaise : des passants, rue Vacon, des gens du peuple ont pris la défense d'un jeune « voyou », jeune vivant dans une cité populaire contre un commerçant nanti du centre de la ville qui le poursuivait. Le fait est assez rare mais mérite d'être noté. La bourgeoisie n'a pas réussi à retourner l'opinion contre les jeunes. Dans les conversations, les jeunes sont considérés souvent dans le peuple comme des victimes de notre société. Les délinquants sont considérés comme des exceptions, le fait que leur nombre augmenterait est mis en relation avec le développement du chômage. L'adhésion à la campagne de la bourgeoisie contre les jeunes est souvent superficielle. Les gens du peuple condamnent les crimes odieux, mais ne sont pas prêts à se transformer en flics au service des bourgeois... un lecteur de Marseille

Un lecteur s'adresse par l'intermédiaire du Quotidien du Peuple au comité de lutte des Handicapés pour tenir au courant ces camarades des derniers développements de la lutte des stagiaires du centre de réadaptation de Mulhouse. A la rentrée de septembre nous avons plusieurs assemblées générales afin d'informer les nouveaux arrivants sur l'histoire du mouvement et ses objectifs, et élire les délégués des stagiaires sur la base du programme revendicatif et de l'obtention du statut de travailleur à part entière. Ce qui a donné d'excellents résultats puisque la majorité des délégués est élue sur cette base (...). Nous avons reçu déjà 2 lettres émanant d'autres centres, mais pour le moment nous sommes toujours isolés. Il nous semble important de faire savoir aux autres centres les faits suivants : Il a été possible au centre de réadaptation de Mulhouse d'imposer par un rapport de forces : - la liberté de réunion et d'organisation, - la négociation de délégués de classe et l'organisation d'élections sur la base d'un programme revendicatif, - la reconnaissance de cet état de fait par les syndicats (CGT-CFDT) de l'établissement, et par l'organisme de tutelle de l'AFPA. Il n'y a donc aucune raison que dans les autres établissements les stagiaires n'aient pas les mêmes droits...



JE M'ELEVE CONTRE CES METHODES

L'autre jour je suis tombé tout à fait par hasard en passant devant l'usine Rhône Poulenc à St Fons sur des tracts et des Quotidiens du Peuple déchirés, qui appelaient aux journées d'action contre le chômage des 15 et 16 novembre. Des travailleurs qui étaient là m'ont raconté que des gens du PCF et de la CGT avaient attaqué des camarades du PCRml et avaient même blessé légèrement une fille. Ils m'ont exprimé leur dégoût devant de telles manières, et m'ont parlé de la nécessité de faire quelque chose contre cela ; ces travailleurs avaient l'air très énervés par ce qui venait de se passer et très motivés. Après cela le PCF parlera de la défense des libertés ! Je m'élève contre ces méthodes. J'espère que ma lettre paraîtra dans le Quotidien du Peuple.

un jeune de St Fons

QUE LE QUOTIDIEN DU PEUPLE DEVIENNE L'INSTRUMENT DE TOUS LES EXPLOITÉS

Dénoncer les gens du PCF et leur politique ce n'est pas faire de la polémique, il s'agit de reconnaître les siens, ceux qui se battent réellement pour l'émancipation du prolétariat, ceux qui préconisent une lutte et un programme justes, révolutionnaire, sans sectarisme et sans démagogie. Que le Quotidien du Peuple devienne l'instrument de tous les exploités les opprimés de notre pays.

RC, OS à La Roche sur Yon

AUX BONS SOINS DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Un lecteur s'adresse par l'intermédiaire du Quotidien du Peuple au comité de lutte des Handicapés pour tenir au courant ces camarades des derniers développements de la lutte des stagiaires du centre de réadaptation de Mulhouse. A la rentrée de septembre nous avons plusieurs assemblées générales afin d'informer les nouveaux arrivants sur l'histoire du mouvement et ses objectifs, et élire les délégués des stagiaires sur la base du programme revendicatif et de l'obtention du statut de travailleur à part entière. Ce qui a donné d'excellents résultats puisque la majorité des délégués est élue sur cette base (...). Nous avons reçu déjà 2 lettres émanant d'autres centres, mais pour le moment nous sommes toujours isolés. Il nous semble important de faire savoir aux autres centres les faits suivants : Il a été possible au centre de réadaptation de Mulhouse d'imposer par un rapport de forces : - la liberté de réunion et d'organisation, - la négociation de délégués de classe et l'organisation d'élections sur la base d'un programme revendicatif, - la reconnaissance de cet état de fait par les syndicats (CGT-CFDT) de l'établissement, et par l'organisme de tutelle de l'AFPA. Il n'y a donc aucune raison que dans les autres établissements les stagiaires n'aient pas les mêmes droits...

Il n'y a donc aucune raison que dans les autres établissements les stagiaires n'aient pas les mêmes droits...

un lecteur de Mulhouse

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL.

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au : 208 65 61 PARIS de 8h30 à 13h.

JE TIENS A VOUS FAIRE CONNAITRE LEURS REACTIONS...

Je tiens à vous faire connaître les réactions des personnes à qui je prête le journal et avec qui j'ai discuté dans le quartier de Montrapon à Besançon.

Un Algérien père de famille le fait lire par son fils de 12 ans environ car lui ne lit pas le français. Il a été très intéressé par la page sur le Sahara comprenant mieux ainsi la situation actuelle : « pour mon fils c'est bien car lui aussi comprend ».

Sur ce quartier il y a pas mal d'Algériens qui lisent le Quotidien du Peuple. Aussi quand il passera à 12 pages, il serait très important je crois qu'il y ait la traduction en arabe de certains articles.

D'ailleurs dans le cadre du comité de lutte contre le chômage de Montrapon, un problème secondaire mais ayant une certaine importance reste à combattre : le racisme. La bourgeoisie, dans ces immeubles, par l'intermédiaire de ses assistantes sociales, entretient une division très nette entre ces familles populaires. Etant membre de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire, je discute beaucoup avec des jeunes qui bien souvent mettent en avant ces différences, sans pour autant qu'il y ait un état de « guerre » : « chacun de son côté, c'est la vie » me disait l'un d'eux. En vous écrivant il m'est venu l'idée d'aller proposer au Comité de lutte contre le chômage de faire sa propagande en arabe aussi.

D. Besançon

SIMPLE, CLAIR, MAISENCORETROPTOUFFU

La page internationale est lue et appréciée (...) manque toutefois d'articles sur les anciennes colonies. Les lycéens étudiants apprécient la page culturelle, les critiques de films, l'article sur les journaux des jeunes a été très apprécié. Mais la page culturelle est encore insuffisante en quantité... Le style du journal est bon, simple, clair, ses photos aussi. Cependant encore trop touffu dans sa présentation, mais pas assez aéré. Un dernier point : Il est très bon d'annoncer les manifestations culturelles et politiques.

un lecteur de Salins

Nous vous adressons un article expliquant la lutte dans notre foyer. Dans votre numéro du 14 novembre, vous parliez du comité de coordination des foyers en lutte de Seine St Denis. Pouvez-vous nous donner les moyens de le contacter ?

des résidents du foyer Sonacotra de Sainte Geneviève des Bois

Pour contacter le comité de coordination écrire au foyer Romain Rolland de Saint Denis

Le Quotidien du Peuple (publication du PCR (ml)) Adresse postale BP 225 75 924 Paris cedex 19

CCP n° 23 132 48 F Paris

Directeur de publication Y. CHEVET

Imprimé par L.M.F. Diffusé par les NMPP

pour un douze pages six jours sur sept RASSEMBLONS LES 15 MILLIONS

je souscris

10 F 50 F 100 F ___ F

Nom Profession Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225 75924 - Paris Cedex 19 CCP 23 132 48 F Paris

GAGNONS LA BATAILLE DE LA DIFFUSION

JE M'ABONNE

250 F 1 AN 80 F 3 MOIS 150 F 6 MOIS 30 F 1 MOIS

Nom Profession Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple BP 225 75924 - Paris Cedex 19 CCP 23 132 48 F Paris

Bon à envoyer au Quotidien du Peuple -service des ventes

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail,

à la librairie (nom précis de la librairie)

au kiosque de Monsieur rue n° ville

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien. Veuillez donc en mettre en dépôt (nombre)

FRONT ROUGE

N°1 - NOUVELLE SERIE

organe central du PCR (ml)

est paru

LE NUMÉRO : 5 f

Passez votre commande : FRONT ROUGE - BP 161 75864 PARIS CEDEX 18 CCP 31 191 14 La Source

le foyer sonacotra de ste geneviève des bois en grève

Depuis le début de novembre, les travailleurs du foyer Sonacotra de Sainte Geneviève des Bois sont en grève du loyer.

La lutte a été décidée parce que notre pouvoir d'achat avait considérablement baissé : chômage partiel, chômage total, maladie, baisse des salaires, alors que le loyer continuait à monter (57% d'augmentation en 4 ans).

Dans le même temps, les conditions de vie au foyer se sont détériorées : douches en mauvais état, manque d'eau chaude, nettoyage des parties communes insuffisant, pas de réparations...

Depuis le début de la lutte, les manœuvres d'intimidation se sont multipliées. D'abord, l'inspecteur Sonacotra et le gérant prétendaient que Sainte Geneviève était le seul foyer en grève. Le lendemain nous lisons dans le Quotidien du Peuple qu'il y en avait 28 dans notre cas ! Ensuite, jeudi matin vers 5H, sous prétexte d'une alerte à la bombe, le gérant a fait venir pompiers et police, qui ont fait évacuer le foyer et l'ont fouillé... sans y trouver bien sûr de bombes !

Nous avons tenu deux assemblées générales et désigné des délégués. Le gérant et la municipalité (d'union de

la gauche) voulaient organiser des élections « officielles » pour choisir un seul délégué. Nous n'étions pas d'accord, et nous voulions maintenir le nombre de 4 à 5 délégués. Finalement, le jour prévu, ni le gérant ni la municipalité n'étaient là.

Nous avons décidé que si fin novembre, nous n'avions pas obtenu satisfaction, il ne serait plus question pour nous de payer le loyer du mois en retard.

Lorsque l'inspecteur Sonacotra est venu, il a admis que les installations étaient en mauvais état et devaient être révisées. Il a regretté que les ouvriers se soient mis en lutte, parce que d'après lui, « il aurait suffi de prévenir la direction - la Sonacotra étant tout à l'écoute des besoins des ouvriers - un exemple, le cinéma gratuit toutes les semaines ».

Cette information n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd. En effet, comme depuis 4 ans le gérant nous fait payer 4 F la séance, nous en demandons le remboursement !

article rédigé par des résidents du foyer, avec la collaboration du comité de lutte contre le chômage de Ste Geneviève

PARIS-RHONE (Lyon)

CONTRE L'INTOXICATION PATRONALE

Hier matin, Paris-Rhône 3^e est occupé, et personne n'est rentré.

Dans le 8^e, à 7 H, le patron est retranché dans les bureaux de l'usine principale. Des faiblesses dans l'organisation de la lutte ont permis au patron d'installer une puissante sono qui s'adresse aux travailleurs réunis devant la boîte : le patron parle : «*Nous sommes acculés, nous perdons nos commandes, gare au chômage ! Les responsables seront ceux qui bloquent les portes aujourd'hui. Vous savez à qui vous en prendre !*».

travail, ce qui ne saurait tarder».

Les menaces sont claires : aujourd'hui mardi, 5 délégués de Paris-Rhône passent au tribunal des référés. Le patron demande l'évacuation de la boîte. Pour s'opposer à cette évacuation, la mobilisation de tous les travailleurs est nécessaire. Pourtant le piquet de grève de ce matin est inquiet : «*Si les gars continuent à rentrer chez eux après l'assemblée générale, ça va être dur*». Mais à qui la responsabilité ! N'est-ce pas la faute des dirigeants révisionnistes de la CGT qui ne veulent pas de cette



Ce chantage n'a pas impressionné les travailleurs qui l'ont accueilli comme il le méritait ! Le patron rappelle à «*tous les travailleurs qui veulent rentrer que ce n'est qu'une minorité qui les retient devant les grilles*», qu'il ne faut pas «*d'actions inconsidérées, éviter les provocations. Attendez que nous vous donnions l'ordre de reprendre le*

grève, et qui font tout pour désorganiser, empêcher une animation politique correcte... Les travailleurs du 3^e, organisés dans leur Comité de Grève, montrent l'exemple : ils popularisent leur lutte sur les marchés, dans les usines voisines, ils mobilisent tous les grévistes pour le tribunal.

Correspondant Paris-Rhône

en bref

LES «*DÉCOUVERTES*» DE L'HUMA :

A grand fracas, l'Humanité du 14 novembre annonce sa découverte : «*sept millions sept cent mille salariés gagnent moins de 2 000 F par mois* ! Selon des enquêtes de l'INSEE et de la CGT, «*15,4% des salariés ne perçoivent qu'une rémunération inférieure ou égale au SMIC, 1 336 F actuellement*». 5 millions de travailleurs n'ont toujours pas les 1 700 F que réclamaient les postiers il y a un an ! «*Près d'un salarié sur deux gagne moins de 2 000 F*» s'étonnent les faux communistes qui jusqu'alors faisaient la sourde oreille aux revendications montant de partout (EDF, RATP, PTT, Santé, Métallurgie...) pour les 2 000 F tout de suite et 300 F pour tous... Faut-il donc pour ces messieurs (qui se vantent d'être «*le parti des travailleurs, au cœur de la classe ouvrière* ») attendre le dernier bulletin statistique pour savoir ce dont ont besoin les travailleurs ? A quand le SMIC à 2 000 F dans la plate-forme confédérale de la CGT, monsieur Séguy ?

ETERNIT A VITRY EN CHAROLLAIS : LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

Les mille ouvriers de l'usine Eternit sont soumis au chômage partiel depuis décembre 74. Le mois dernier, ils ont eu 15 jours chômés payés seulement 7 francs de l'heure. Pour novembre, encore une semaine, puis de nouveau 15 jours en décembre. 165 licenciements sont prévus d'ici la fin de l'année. Le 13 novembre, ils se sont rassemblés en meeting, accompagné d'une journée de grève, pour appuyer les négociations. Ils exigent : le paiement intégral des heures chômées, la sécurité de l'emploi, de meilleures conditions de travail.

de notre correspondant

NANCY : LES FLICS ET LA MAIRIE CONTRE LES ÉBOUEURS

Jeudi dernier, les flics expulsaient de leurs locaux les éboueurs en grève depuis le 6 novembre. Samedi soir, le maire giscardien de Nancy donnait l'ordre au personnel municipal de ramasser les ordures à leur place. Poniatowski a été entendu, lui qui criait il y a quelques semaines «*Qui c'est qui défend le droit de grève ? C'est nous !*»

GIVORS (Rhône) : LA LUTTE CONTINUE A «*LA FOURNAISE*»

Les 160 ouvriers, dont une grande majorité d'immigrés, de la fonderie «*La Fournaise*», se sont mis en grève le 3 novembre. Dix jours après, ils occupaient l'usine. Ils exigent l'augmentation des salaires et la suppression des sanctions et des brimades. Le jour de l'occupation, le directeur a lancé un commando de cadres contre les grévistes. Les travailleurs s'attendent à de nouvelles provocations. Mais ce n'est pas cela qui les fera reculer.

Vendredi matin, à la poste de Paris-5^e, deux employés EDF viennent distribuer des tracts. Tout de suite, les clients discutent, commentent la dernière grève. Un postier réclame plusieurs tracts pour les donner à ses collègues. Tout à coup, l'inspecteur, tout rouge, saute sur le téléphone et menace d'appeler la police. Tout le monde rit, et les employés de l'EDF, se souciant le moins du monde de ces menaces, finissent de donner leurs tracts. Encore un cadre réactionnaire qui s'est couvert de ridicule.

correspondant

Assurances du Groupe de Paris ÉTENDRE LE MOUVEMENT



Hier, le Comité de Grève appelait avec les syndicats CGT et CFDT à manifester dans un quartier où les assurances et les banques sont nombreuses. C'est ainsi que d'autres compagnies se sont jointes à la manifestation. Par son succès, elle a montré l'importance de la solidarité que la lutte des AGP rencontre dans ce secteur. Par l'intermédiaire de la direction de la CGT, les révisionnistes du P.C.F. ont tenté de prendre la tête de la manifestation, aidés en cela des «*élus communistes*» qui distribuaient leurs tracts.

Dans le cours de la manifestation, ils ont «*encadré*» le Comité de grève, clôturant le cortège par une banderole appelant à «*l'unité des employés, des cadres et des agents de maîtrise*». Ce mot d'ordre a provoqué la colère des grévistes qui s'étaient affrontés aux agents de maîtrise de leur compagnie, récemment !

Passant sous silence les revendications et la lutte des grévistes, ils ont centré leurs mots d'ordre sur leur campagne sur les libertés, s'appuyant sur la répression actuelle. Ils ont été aidés en cela par des trotskistes qui se contentaient de crier contre la répression. Pour beaucoup de grévistes des AGP, la seule façon de lutter contre cette répression qu'ils ont rencontrée, c'est de renforcer la lutte et de l'étendre à l'ensemble du secteur des assurances, tout en développant le soutien en direction de la classe ouvrière. C'est pour cela que les mots d'ordre démobilisateurs des révisionnistes et de leurs compères n'ont rencontré aucun écho. La détermination est grande, les employés des AGP, pour développer leur mouvement, préparent pour samedi prochain un gala de soutien auquel ils ont invité les travailleurs d'Air France en lutte !

licenciements à 60 ans chez PUK

Au moment où la bourgeoisie organise son battage autour de l'octroi de la retraite à 60 ans, la pratique patronale chez Péchiney (produits chimiques) est là pour en démontrer la réalité : un Comité d'Entreprise extraordinaire vient d'être convoqué au Centre d'Application de Levallois pour examiner la situation des plus de 60 ans dont le «*dégagement éventuel* » était envisagé. A une question des délégués au C.E., la direction a cyniquement répondu : «*il s'agit d'une forme de licenciement*». Effectivement ! Les motifs invoqués sont des «*raisons économiques* » ressasées à plaisir, sans autre explication par la direction, sans réelle

information des délégués et du personnel. De nombreux travailleurs âgés aspirent à se reposer, mais, pas à n'importe quel prix ! Le licenciement (il n'y a pas d'autres termes !) de 11 personnes, à 60 ans avec 75 % du salaire, ce n'est pas ça «*l'avancement de l'âge de la retraite* ». D'autant que ces travailleurs ne seraient pas «*retraités* » mais «*chômeurs* », payés par les travailleurs (Assedic) et non par P.U.K.

NON AUX LICENCIEMENTS ! UNE RETRAITE PLEINE ET ENTIÈRE !

Correspondant PCUK Levallois

Vie syndicale

A PROPOS DES CONGRÈS SYNDICAUX EN COURS

Il se tient actuellement à Paris plusieurs congrès CGT (syndicat Renault, EGF, Fédération PTT...) et CFDT (Assistance Publique - Santé)... Le Quotidien du Peuple se fera l'écho des principaux problèmes qui figurent à leurs ordres du jour respectifs, tant par l'examen des propositions et orientations présentées que par les contributions et réflexions des syndicalistes révolutionnaires, congressistes et militants des sections concernées. A vous, camarades postiers, hospitaliers, camarades de Renault - Billancourt... de rendre compte dans ces colonnes de la lutte que vous menez contre le réformisme et le révisionnisme dans vos organisations, à l'occasion de ces «*temps forts*» de la vie syndicale (sanctions de la lutte entre deux voies qui se déroulent quotidiennement pour que les travailleurs se réapproprient l'outil syndical sur des bases de lutte de classe) !

Stéphane RAYNAL

international

LES ANTI-FRANQUISTES APRES FRANCO

Franco meurt. Depuis des jours, il est clair que son cadavre n'est plus maintenu en mouvement que dans le but de préparer la succession, notamment par les arrestations massives qui viennent de commencer. Les diverses forces d'opposition se préparent elles aussi, chacune à sa façon. Le Quotidien du Peuple commence aujourd'hui la publication d'une enquête sur cette question, une des plus brûlantes en Europe.

Quand l'appareil fasciste entre en crise

L'UNION DEMOCRATIQUE MILITAIRE REPOND A NOS QUESTIONS

PAGE RÉALISÉE PAR HÉLENE VARJAC

Le 20 juillet dernier, on apprenait l'arrestation à Madrid de neuf officiers. Du même coup éclatait au grand jour les contradictions au sein de l'armée franquiste, ainsi que l'existence de l'Union Militaire Démocratique, dont les membres étaient ainsi soumis à la répression. Un dixième officier, le capitaine d'aviation José Ignacio Domínguez Sanchez, qui devait être arrêté en même temps que les neuf, n'a dû qu'au hasard d'y échapper. Aujourd'hui exilé en France, le capitaine est le porte-parole de l'UMD. C'est lui que le Quotidien du Peuple a rencontré.

Quotidien du Peuple : « comment et quand est né votre mouvement ? »

Le Capitaine José Ignacio Domínguez Sanchez : Notre mouvement est parti d'un groupe d'officiers démocrates qui décidèrent de créer un organisme démocratique dans l'armée au début de l'automne 74, avec un programme comportant à la fois des objectifs nationaux et des objectifs militaires.

On a dit qu'il y avait eu des contacts entre vous et le Mouvement des Forces Armées du Portugal. Est-ce que le 25 avril a joué un rôle dans la création de votre mouvement ?

Non, pas vraiment, car la situation est très différente : au Portugal, il y avait une guerre coloniale de grande ampleur ; ce n'est pas le cas en Espagne. Il y a eu des discussions personnelles avec des militaires portugais, mais il s'agit d'initiatives individuelles, qui n'engagent en aucun cas l'UMD et qui n'ont pas d'influence.

Comment expliquer que surgisse un mouvement comme le vôtre dans ce qui a été un pilier fondamental du fascisme, et qui le reste ?

Il y a un malaise général dans l'armée dû à la corruption généralisée et à un développement incroyable de la bureaucratie ; parmi les causes du malaise, il y a aussi la désorganisation de l'armée, son peu d'efficacité (révélé entre autres par les manœuvres conjointes avec les américains et les français) : pas de préparation, pas d'entraînement, le matériel ne fonctionne pas.

Est-ce la raison fondamentale ?

La raison fondamentale, c'est le rôle répressif que le régime fait jouer à l'armée, son impopularité dans tout le pays. D'ailleurs, le premier point de notre programme souligne : « le divorce total qui existe entre l'Espagne réelle et le système totalitaire qui la gouverne, préoccupé uniquement de se maintenir, fait jouer aux forces armées le rôle de gardien des intérêts du régime actuel, et non du peuple espagnol. L'UMD, consciente de cette situation, aspire à ce que les

Forces Armées se mettent exclusivement au service du peuple, recouvrant ainsi leur prestige et leur dignité. »

Est-ce que les revendications économiques ont joué un rôle ?

Oui, mais elles sont peu importantes. Depuis 4 ou 5 ans, le régime a beaucoup fait pour les cadres de l'armée ; le salaire de base d'un capitaine est de 13 000 pesetas, mais il faut y ajouter de très nombreuses primes, si bien qu'il gagne en moyenne entre 30 et 40 000 pesetas, parfois plus. En revanche, les sous-officiers sont très abandonnés par le régime : le salaire d'un sergent, au bout de 15 ans d'ancienneté est environ de 15 à 20 000 pesetas ; ce sont des déclassés car ils sont issus de la classe ouvrière, mais leur salaire est supérieur à celui des ouvriers.

Comment s'est développé votre mouvement ?

On peut dire qu'il s'est développé assez rapidement et qu'il peut compter aujourd'hui sur environ un millier d'officiers, dont 3 à 400 très « mouillés », le reste étant des sympathisants prêts à nous aider. C'est beaucoup pour une armée comme l'armée espagnole.

Qui influencez-vous dans l'armée ?

C'est surtout un mouvement de capitaines et de commandants ; au-delà de ce grade, les officiers sont âgés et la plupart ont participé à la guerre civile : ce sont de vieux réactionnaires. Quant aux lieutenants,

ils sortent frais émoulus des académies militaires dans lesquelles on leur a inculqué les idées du régime ; il faut attendre un peu.

Pas de soldats dans votre mouvement ?

Non, parce que dans les conditions de clandestinité dans lesquelles nous travaillons, nous ne pouvons compter sur des éléments qui ne restent pas dans l'armée ensuite : ce serait trop risqué. Et puis, nous avons des revendications propres à la vie militaire.

Est-ce la seule raison ?

Oui

Que pensez-vous de l'arrivée au pouvoir de Juan Carlos ?

Nous nous opposons à tout type de continuité et Juan Carlos, c'est la continuité.

Et si Juan Carlos pratiquait « l'ouverture » ?

Il ne la pratiquera pas, ou alors elle sera de façade. Les ultras ne permettront pas l'ouverture. Mais les généraux ultras, appuyés par la Phalange, l'Opus etc., ne pourraient pas non plus se maintenir car ils seraient rejetés par tout le secteur jeune, libéral de l'armée.

Dans ces conditions quel rôle vous assignez-vous pour la période qui s'ouvre ?

Nous luttons pour des élections libres en vue de former une assemblée

Le capitaine José Ignacio Domínguez Sanchez.



blée constituante. Nous ne disons pas : ce sera la République ou ce sera la Monarchie. C'est au peuple de choisir.

Certains disent que l'armée est monarchiste ; qu'en pensez-vous ?

Avant de répondre le capitaine s'est mis à rire... il y a des fascistes, des nazis dans l'armée, il y a un secteur libéral, mais des monarchistes, non !... Peut-être quelques partisans de Don Juan dans la très haute hiérarchie, mais ça ne représente rien !

Accepteriez-vous de participer à un gouvernement provisoire ?

Nous n'accepterions pas de participer à un gouvernement provisoire, parce que le rôle de l'armée, c'est d'être neutre ; le régime veut justement politiser l'armée. L'armée ne doit avoir de rôle que par rapport à un ennemi extérieur. Toutefois, si toutes les forces démocratiques d'opposition s'unissaient sans exceptions, nous participerions à cette coordination. Dans cette période de transition uniquement, nous voudrions garantir la tenue d'élections libres. Il faudra faire le nettoyage des corps de répression.

Pour quoi luttez-vous ?

Pour une société démocratique de type occidental c'est-à-dire pour le plein rétablissement des droits de l'homme et des libertés démocratiques, pour l'amnistie de tous ceux qui ont été sanctionnés pour avoir défendu ces droits. Cela suppose aussi des réformes socio-économiques et la reconnaissance du droit des minorités nationales.

Au cas où un pouvoir politique maintenant ou après, vous donnerait l'ordre de tirer sur des ouvriers en lutte, que feriez-vous ?

Nous refuserions et nous essayerions de neutraliser l'armée pour empêcher les ordres.

Une des organisations d'opposition, PSOE ou PC par exemple ont-elles une influence prépondérante sur l'UMD ?

Aucune n'a d'influence en particulier en tant que telle ; d'ailleurs, il est interdit d'être à la fois dans l'UMD et dans un parti politique.

Bien sûr, il y a des tendances différentes dans l'UMD, il y a beaucoup de discussions, nous avons un plan de formation politique et d'études, tout n'est pas tranché, mais nous avons une base d'accord qui est notre programme et la volonté d'abattre le fascisme.

Quelle est votre position sur le Sahara ?

C'est là que nous avons le plus de forces. Nous refusons d'employer la force, nous sommes pour la cession du territoire aux Sahraouis. Savez-vous pourquoi Juan Carlos est allé par avion au Sahara ? Parce que la situation dans l'armée était critique, au bord de l'explosion... Le malaise était très grand, l'armée refusait de défendre les phosphates. Notre position est anti-colonialiste. D'ailleurs l'armée est en décomposition là-bas. Les unités mixtes n'existent plus ; la police territoriale, qui est la police armée du Sahara, chargée de contrôler les villes et quelques postes frontalières, ainsi que les troupes spéciales de nomades sont décomposées : tous les natifs du pays sont passés au Front Polisario, avec armes et bagages...

Avez-vous des rapports avec le Front Polisario ?

Oui, et nous discutons actuellement de la possibilité de donner notre appui au Polisario.

Pouvez-vous conclure ?

A l'heure actuelle, nous nous développons à un rythme rapide ; il est certain que l'Union Militaire Démocratique est un signe de la décomposition du fascisme et qu'elle inquiète le régime, à preuve la répression qui s'abat sur nous.



L'appareil de répression fasciste : défilé de la «Garde Civile».

LES MEMBRES DES SERVICES SECRETS DÉMASQUÉS

Le service d'information de l'armée est une sorte de super-police, secrète, chargée de la répression politique. Ses membres se déguisent en ouvriers, travaillent au milieu d'eux dans les usines et les quartiers populaires. D'où l'importance de les dénoncer et de les démasquer : ils sont particulièrement dangereux.

Voici quelques extraits de la liste publiée par l'UMD, qui comporte, pour commencer, 27 noms :

- commandant de la garde civile Antonio Herrera Escrbano,
- commandant d'artillerie à l'état-major Sainz de Tejada (chef du service d'information bis),
- commandant d'artillerie Jose Crespo,
- capitaine d'infanterie Juan Rodriguez Fernandez,
- capitaine de la garde civile Arturo Prieto Cueto, et 22 autres.

ARRESTATIONS MASSIVES

Le régime franquiste prépare activement la succession de son chef. Au premier rang de ses préoccupations, l'étouffement de tout ce qui est susceptible de s'opposer si peu que ce soit au maintien le plus strict du régime fasciste. Aussi les arrestations se multiplient par centaines. D'après la police espagnole elle-même, il y avait eu à la date du 12 novembre 405 arrestations, dont 130 rien que pour la ville de Barcelone. Hier encore, de nombreux opposants ont encore été arrêtés. Fait nouveau, alors que ces derniers mois la répression se limitait aux révolutionnaires, elle touche aujourd'hui tous les milieux de l'opposition. C'est ainsi que le PCE révolutionniste est à son tour touché par la vague d'arrestations. (six arrestations hier à Madrid).

pour un mouvement d'ensemble

«Comment lutter ?» Au fur et à mesure que notre reportage sur «les travailleurs et la crise» a progressé, on a pu voir que c'est cette même question qui revient le plus souvent dans le débat. Le fait même qu'elle soit formulée de cette manière est révélateur de l'évolution qui s'est produite en un an dans la classe ouvrière. A l'époque, c'était plutôt l'interrogation «est-il possible de lutter» qui revenait le plus souvent.

Rappelons nous : il y a un an, c'était la grande grève des PTT ; les camarades postiers ont affronté pendant plus d'un mois les forces de répression envoyées dans les centres de tri, les campagnes de Chirac, Poniowski les accusant de désorganiser l'économie du pays, les manœuvres de division des dirigeants du PCF... Et au bout du compte l'échec, la non-satisfaction des revendications. Le résultat de cette lutte, ça a été pendant tout un temps, le doute, l'interrogation chez les travailleurs devant l'ampleur du chantage à la crise et des menaces faites à toute grève, accusée à chaque fois de mettre en péril l'économie, de déclencher des catastrophes insurmontables : «la lutte est-elle possible ?», voilà l'interrogation devant laquelle butait la grande masse des travailleurs.

Et puis progressivement, un mouvement de lutte a commencé à s'affirmer. Ce n'est plus simplement contre les licenciements que les travailleurs ont eu recours à la grève : dans certaines entreprises, des actions contre la baisse catastrophique du pouvoir d'achat, contre le chômage partiel, ont été me-

nées. Dans de grandes entreprises comme Renault, Usinor, Chausson, les travailleurs ont résolument pris l'offensive pendant plusieurs semaines, suscitant autour d'eux la solidarité, et aussi d'autres luttes dans les usines voisines...

Pourquoi un mouvement d'ensemble ?

Mais l'offensive ouvrière qui a commencé à se dessiner ce printemps ne se développe pas sans à-coups. Si aujourd'hui il existe dans la classe ouvrière un large accord et notre débat en témoigne pour repousser les arguments du chantage à la crise, et affirmer la voie de la lutte quelles que soient les difficultés des capitalistes, la question de comment lutter, comment contraindre la bourgeoisie à reculer est encore plus largement débattue.

Pourquoi ? Parce que le résultat des luttes de cette année montre la grande difficulté d'une lutte isolée pour faire céder la bourgeoisie. A Renault, Usinor, à Chausson, quelles que soient les concessions qui ont été imposées au patronat, les travailleurs les ont trouvées insuffisantes pour compenser les pertes du pouvoir d'achat qu'entraînent l'inflation et les heures de chômage partiel. Aussi la question de lutter autrement est-elle posée. Comme s'interrogeait cet employé de Sacilor, «est-ce qu'on ne va pas encore à l'échec si on part encore isolé ?» Et c'est effectivement cette conviction qui se fait de plus en plus

forte aujourd'hui : il faudra un mouvement d'ensemble pour faire céder la bourgeoisie, pour lui imposer de satisfaire nos revendications. Dans la situation actuelle, la bourgeoisie qui craint par dessus tout que la concession sur une usine n'ait un effet d'entraînement sur les autres usines, se refuse obstinément à satisfaire nos revendications et n'hésite pas pour briser la détermination des travailleurs à employer massivement les chiens, les CRS, les gardes mobiles, les milices fascistes contre les travailleurs. Des succès partiels limités des demi-victoires, voilà ce qu'au maximum on peut imposer au patron par des luttes au coup par coup : en aucun cas, elle ne peut imposer le recul important qui serait nécessaire pour améliorer durablement notre emploi, notre pouvoir d'achat, nos droits. C'est pourquoi le mouvement d'ensemble est aujourd'hui non seulement souhaitable, mais nécessaire : c'est le seul moyen efficace pour améliorer nos conditions de vie et de travail. Cette réalité directement liée à la crise qui secoue la bourgeoisie, la classe ouvrière en a pris largement conscience : l'aspiration à un mouvement d'ensemble, faible il y a un an, a aujourd'hui une grande force dans la classe ouvrière.

Le P«C»F et le mouvement d'ensemble

Mais quel mouvement d'ensemble voulons-nous ? Parce

LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE



qu'il est clair aujourd'hui que si les travailleurs se préparent à un mouvement d'ensemble, ils ne sont pas les seuls ! Nous ne voulons pas parler ici de Poniowski qui fourbit ses armes répressives pour tenter d'empêcher l'expression du mécontentement ouvrier, mais plutôt les hommes de cette gauche divisée, qui, chacun de leur côté, au PS ou au P«C»F, espèrent en tirer profit, pour leur propre projet politique, de ce mouvement d'ensemble. Aussi il est décisif que dans la préparation d'un tel mouvement, la classe ouvrière sache, en s'inspirant de tous les acquis positifs des luttes passées, préciser et affirmer son propre projet, et repousser toute tentative de dévoiement.

L'attitude du P«C»F face à cette question du mouvement d'ensemble ne saurait être sous-estimée. Si aujourd'hui, il n'hésite pas à recourir à des journées d'action par branches, ressenties assez souvent comme un coupe-feu à une volonté d'action plus large, si Séguy affirmait récemment «les conditions pour un mouvement d'ensemble ne sont pas encore rassemblées», on ne saurait conclure à l'opposition du P«C»F à tout mouvement d'ensemble. Contrôler le mécontentement des travailleurs, dissoudre les aspirations révolutionnaires qui traversent les luttes aujourd'hui pour pouvoir les canaliser vers le soutien à son propre projet réformiste, telle est la tactique du P«C»F. Marchais sait bien qu'il ne pourra faire confier aux hommes de son

parti des places importantes au sein de l'appareil d'Etat et du gouvernement, en faisant confiance au seul processus électoral : l'avantage du PS est apparu trop net, surtout dans la dernière période. En tentant de développer à son profit l'aspiration des travailleurs à un mouvement d'ensemble, le P«C»F espère utiliser la mobilisation des masses pour renforcer sa position dans l'Union de la gauche, pour imposer l'application du programme commun, qui, dépouillé de toutes ses réformes démagogiques, copiées par Giscard, n'est avec sa seule liste des nationalisations qu'un avant-goût du capitalisme monopoliste d'Etat réformé que ce parti prétend instaurer : large secteur nationalisé, dirigé par de nouveaux capitalistes issus des cadres et des ingénieurs de ces entreprises, et du propre personnel du P«C»F.

C'est pourquoi aujourd'hui il est particulièrement important que les travailleurs affirment l'autonomie de leur projet de lutte dans la construction du mouvement d'ensemble. Cela veut dire : préciser les mots d'ordre sur lesquels un tel mouvement peut se construire, les formes de luttes qui doivent être mises en place, pour favoriser l'unité populaire. Cela veut dire aussi préciser le contenu politique qu'un tel mouvement doit revêtir. C'est ce que nous commencerons à préciser à partir de demain.

Marc ANDRÉ

les comités de lutte à l'action contre le chômage

Vitry : des «communistes» bien embarrassés

Samedi matin, devant le centre commercial, les camarades de la cellule du PCR (ml) appelaient dans un tract à la création d'une association populaire de lutte contre le chômage, les saisies, la hausse des loyers, bref les problèmes de notre cité. La veille la cellule du PCF avait distribué son journal, partant des mêmes problèmes, les membres du PCF appelaient dans une page la population à dialoguer avec les élus de la mairie et dans une autre page calomniaient notre cellule : «diviseurs», agents de Poniowski... A 10 H, se retrouvant face à face dans ce quartier, dans cette municipalité PCF depuis 50 ans, nos camarades et ceux du PC, flanqués du maire Rosette (membre du CC par surcroît) et l'adjoint Laporte. Attitude embarrassée des élus.

— Colette : «Ça te gêne mon tract ? Vous luttez contre les licenciements alors pourquoi le mai-

re m'a licencié ? Vous luttez contre les saisies alors pourquoi le maire a-t-il ordonné une saisie ?»

— Laporte : «elle était toujours absente et c'est une fainéante qui faisait faire son boulot par les autres !»

— Colette : «chez vous dans une mairie soi-disant communiste, on n'a pas le droit d'être malade ?»

Les commerçants sortent de leur boutique et de nombreux travailleurs écoutent. Le maire se tait et les révisionnistes font triste mine, chez eux deux attitudes, les notables, les élus sont blancs de rage contenue de cette vérité lancée en pleine face devant les travailleurs, à une autre employée de la mairie l'adjoint déclare : «de toute façon, toi, tu es bien contente que la mairie te nourrisse !» mais de nombreux jeunes du PC engagent la discussion avec nos camarades, essaient d'argumenter politiquement, on parle de l'union de la gauche, de la place des ingénieurs dans les luttes, de la révolution.

Dans cette intervention notre parti a rencontré un large écho, c'est un échec de plus pour les faux communistes du P«C»F.

Cellule Vitry du PCR (ml)

Paris 20^e

Samedi 15 : au marché Alexandre Dumas.

Un camion de la sécurité sociale stationnait, les travailleurs y venaient remplir leurs papiers. Les camarades hospitaliers sont rentrés dans le camion et ont pris la parole, un regroupement s'est fait sur le marché, les travailleurs hospitaliers ont expliqué qu'il était possible d'obtenir des médicaments en ne payant que le ticket modérateur et que les travailleurs pouvaient obtenir des consultations gratuites en faisant pression sur le médecin. Cette intervention a particulièrement mobilisé les travailleurs qui ont à maintes reprises pris la parole pour appuyer cette revendication.

Paris 12^e

Dimanche sur le marché d'Alligre malgré la présence des forces de police qui depuis plusieurs semaines veulent empêcher la diffusion de la propagande révolutionnaire, des prises de parole contre le chômage ont eu lieu, de nombreuses discussions se sont engagées avec les gens du quartier tandis qu'une petite pièce contre le chômage a

été jouée et a suscité un large intérêt.

Aujourd'hui nous nous mobilisons et préparons des actions pour la réintégration d'un délégué syndical de la SCRIPTA, usine du quartier licencié après 7 ans pour ses activités syndicales.

Clichy : engageons la lutte pour le logement des chômeurs !

Un foyer de jeunes travailleurs situé au 107 de la rue Martra à Clichy, c'est un foyer de Léo Lagrange réservé seulement pour les jeunes travailleurs. La direction a décidé par tous les moyens d'expulser tous les résidents. Chaque fois elle en vire 6 ou 7 sans les remplacer parce que déjà elle a eu l'expérience en 73 d'un grève des loyers qui a duré 6 mois et aujourd'hui elle trouve plus rentable de prendre des contacts avec des ambassades pour recevoir des groupes pour l'hébergement parce qu'ils payent le double, il arrive même que des couples payent le triple

d'un résident qui lui paye aujourd'hui 320 F par mois sans petit déjeuner, bien qu'il soit compris dans le prix.

Et alors que l'Association Léo Lagrange est réservée pour les jeunes travailleurs, la direction veut transformer ce foyer en «hôtel».

Mais aujourd'hui à Paris et dans la région Parisienne, il existe des centaines de chômeurs qui sont à la rue parce qu'ils ne peuvent plus payer les loyers et n'ont aucun moyen d'existence parce que souvent ils ne touchent même pas l'allocation chômage.

D'un côté 280 chambres libres, de l'autre des travailleurs à la rue, voilà «leur» société de progrès !

Il y a des logements vides, imposons aux patrons que les travailleurs à la rue soient logés !

Engageons la lutte pour l'occupation de ce foyer !

Pour contacter les résidents qui restent et les jeunes chômeurs qui veulent occuper le foyer écrire au journal qui transmettra.

(un chômeur du 11^{ème} arrondissement)

PRIX LITTÉRAIRES : TROIS D'UN COUP

Manteaux de fourrure et uniformes de CRS se mêlaient devant «chez Drouant», le restaurant chic où les membres du jury du Goncourt, après un copieux et coûteux repas, ont rendu leur verdict.

Déception chez les CRS : le dernier Poniatowski n'a pas été primé. C'est Emile Ajar qui a été couronné pour son livre «la vie devant soi». Deux autres prix ont été attribués : le Renaudot pour «l'homme des sables», et le prix des créateurs pour «au secours».

ACCIDENT LORS D'UNE DÉMOLITION A LYON : 2 MORTS

Dans le cadre de la «rénovation urbaine», qui se traduit à Lyon par la démolition systématique des vieux quartiers, l'effondrement d'un mur à Oullins, avenue Jean Jaurès, a causé la mort de deux personnes dans les bureaux d'une société coopérative, la société SKOF. Il s'agit de Mr Weiret et de Mr Martin.

COMMERCE EXTÉRIEUR DÉFICITAIRE

Comme en septembre la balance commerciale de la France a été déficitaire en octobre. Pour Fourcade qui se fixait comme objectif de rétablir l'équilibre du commerce extérieur c'est un échec supplémentaire. S'égard le commis voyageur attiré de l'impérialisme français ramène de chacun de ses nombreux voyages de fabuleuses promesses de contrat. Il faut croire que beaucoup ne se réalisent pas.

TOUT UN PROGRAMME...

Réunis à Paris, les cadres locaux de l'UDR ont proclamé leur loyauté à Giscard, y compris Sanguinetti qui, la semaine précédente, le qualifiait de borgne.

L'UDR a également annoncé son intention de s'implanter chez les salariés, et pour cela, de «formuler des propositions capables de transformer la condition ouvrière». Parmi ces propositions : la participation. La mode rétro fait fureur !

Pour avoir envoyé de sa cellule de la Santé une lettre de menace à un journaliste de l'Express, Mesrine fait à nouveau parler de lui. Il avait commencé sa carrière de tueur comme para en Algérie, ensuite dans l'OAS avant de se mettre à son compte, en Espagne, au Canada et dans plusieurs autres pays. Plusieurs évasions ont fait sa renommée.

Ses derniers exploits font la une de l'Express, et alimentent une grossière campagne de presse. Tout nous est dit sur ses conditions de détention : il dispose d'une machine à écrire, dans une cellule avec bibliothèque garnie, une télévision couleur dans une autre cellule, un parloir pour lui tout seul pour recevoir son avocat... Mesrine fait ce qu'il veut. Un tel battage laisse croire que les prisons sont des hôtels de luxe, que la libéralisation a été trop loin. Il faudrait donc plus de sévérité et «individualiser les mesures et les régimes» (Bonaldi, maton responsable du syndicat FO). Individualiser les mesures, ça signifie la possibilité, le moment venu d'une détention plus sévère contre les éléments du peuple et les militants révolutionnaires.

AIR-FRANCE

(suite de la page 1)

Mais ces «justifications» sont démenties par les faits et les grévistes.

En fait, tout prouve que les travailleurs d'Air France peuvent gagner ! D'une part, parce que, depuis des années, ils ont eu à faire face aux multiples tentatives de la bourgeoisie visant à leur faire accepter la collaboration de classe sous prétexte qu'ils étaient «privilégiés». Ils pouvaient donc, de ce fait, espérer récolter les fruits de l'expansion de la compagnie. L'expérience qu'ils ont fait du «progrès social» leur fait dire que «cette fois, on ne se moquera pas de nous. Nous gagnerons!». Leur lutte vient aujourd'hui en riposte à la politique de crise qu'ils rejettent massivement : ils affirment clairement qu'ils ne sauraient conditionner leur lutte à la bonne ou mauvaise marche de l'entreprise. Ils peuvent gagner parce que jusqu'ici, ils ont su déjouer, pas à pas, les tentatives de la bourgeoisie de casser la grève : contre la répression, ce sont des dizaines de travailleurs non grévistes qui les ont rejoints, contre l'isolement, ils ont multiplié la popularisation, comme ce week end encore sur les marchés populaires. Oui, vaincre aujourd'hui, c'est possible. Les révisionnistes, aujourd'hui, disent qu'une des conditions pour gagner, c'est de maintenir l'unité mais est-ce en reprenant le travail que l'on préserve l'unité ?

non a la reprise

Non c'est en prenant en main concrètement la résolution des difficultés qui se posent.

Les révisionnistes disent aussi que la direction tente de faire pourrir le mouvement, mais appeler à la reprise, ne pas prendre en main le soutien financier, comme vendredi où ils ont refusé que les nombreux syndiqués y participent, n'est-ce pas laisser pourrir le mouvement ? D'ailleurs les travailleurs d'Air France le disent bien : «Oui, il faut tenir le coup, mais le baratin, ça ne suffit pas, il faut tous prendre en mains les diffi-

cultés au lieu de faire des assemblées générales interminables».

En fait, les révisionnistes du P«C»F appellent à la reprise parce qu'ils ont peur. Ils ont peur de la lutte des travailleurs d'Air France, parce qu'elle rejette massivement la politique de crise, parce qu'elle a rejeté la tentative du P«C»F de faire passer son projet de «défense de l'entreprise nationale». De plus, cette lutte peut aujourd'hui être un exemple pour les travailleurs car elle montre la voie de l'offensive.

R. FEUILLET



RAMBOUILLET
suite de l'éditorial

Et que seul quatre des «neuf» de l'Europe Occidentale, illustre encore l'importance de la pression américaine. A un mois de la Conférence Nord-Sud, l'impérialisme US entend bien réunir sous sa houlette un front commun des pays impérialistes contre les pays du Tiers Monde, en droite ligne de ses efforts précédents pour la mise sur pied d'une «agence internationale de l'énergie».

Et c'est bien en fait le véritable chantage à l'égard du Tiers Monde, dont il s'agit lorsque la déclaration finale de Rambouillet proclame la volonté commune de «réduire la dépendance énergétique à l'égard des pays producteurs», Giscard d'Estaing indiquant lui-même qu'il faut limiter le prélèvement extérieur que les pays industriels subissent de la part des pays du Tiers Monde.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement des six grands pays capitalistes «se félicitent de la convocation de la Conférence du 16 décembre qui aura pour but de sauvegarder les intérêts de toutes les parties». Les peuples du Tiers Monde, comme les travailleurs des pays représentés à Rambouillet savent au contraire que fondamentalement, leurs intérêts sont inconciliables avec ceux des impérialistes, et c'est leur force et leur unité qui imposeront des décisions conformes à leurs aspirations.

J.P. GAY

batiment : trois fois plus d'accidents mortels que dans les autres branches

C'est un patron du bâtiment qui a été écroué à Moulins, pour ses responsabilités dans la mort d'un ouvrier, quelques mois après un autre accident mortel. Cette affaire pose le problème de la sécurité du travail dans l'industrie du bâtiment.

Les chiffres sont accablants pour les patrons : 36 % des accidents mortels se produisent dans le bâtiment qui emploie moins de 14 % des salariés. Il y a eu en 73, 824 accidents mortels dans cette branche ; 875 en 72 et 921 en 71, pour ce qui est des

accidents graves, on en a dénombré plus de 33 000 en 73 (toujours dans le bâtiment).

Ces chiffres n'incluent pas les accidents du trajet, les patrons ne les comptabilisent pas comme des accidents du travail, alors qu'ils en portent la plus grande responsabilité : ils sont dus en effet le plus souvent à la fatigue, au danger des voies d'accès sur les chantiers.

En ce qui concerne les maladies professionnelles, c'est également le bâtiment qui détient la palme. D'après les chiffres officiels, qui sont ridiculement sous-

estimés, sur 3 972 victimes de maladies professionnelles, 1 797 étaient des travailleurs du bâtiment, soit 45 %.

Pour masquer leurs responsabilités dans les accidents du travail, les patrons ont nommé un des leurs : J.M. Cavé, responsable de la sécurité. Ses arguments ont consisté jusque là à rejeter les causes des accidents du travail sur l'imprudence des travailleurs. C'est tout le contraire qui ressort du rapport de l'Inspection Générale des Affaires Sociales, un organisme officiel, qui a conclu que les deux tiers des accidents mortels auraient pu être évités si les règles de sécurité étaient respectées. En 72, 540 000 infractions à la législation du travail ont été constatées dont la moitié concernait la sécurité. Mais dans la grande majorité des cas, les patrons n'ont pas été sanctionnés, au mieux, leurs cotisations ont été majorées.

Ces chiffres n'ont rien d'étonnant quand on connaît les conditions de travail dans le bâtiment : paiement à la tâche, heures supplémentaires, dispersion des chantiers rendant plus difficiles l'organisation et la lutte des travailleurs. Dans l'entreprise Planche, par exemple, qui compte 250 ouvriers, il n'y a pas de comité d'entreprise.

Serge LIVET

quatre ans après la mort de deux ouvriers, un cadre supérieure de Berliet en procès

12 janvier 1972 : deux ouvriers de Berliet Venissieux, Mr Molina et Mr Berland sont tués dans des conditions particulièrement atroces, l'un projeté du haut d'un pont roulant, l'autre écrasé entre le pont roulant et la grande presse sur laquelle ils effectuaient une réparation. Immédiatement, les ouvriers du BC3 débrayent. Ce sont bientôt 1 000 ouvriers qui manifestent leur colère. Immédiatement, la direction rend responsable le pontonnier... Pour les travailleurs de Berliet, les choses sont claires : la réparation s'effectuait ordinairement le samedi, jour où les ponts ne fonctionnent pas. Un ouvrier doit être présent pour surveiller l'opération, il n'y était pas... C'est Berliet qui est responsable, ce sont les augmentations de cadences, c'est la soif de profit.

17 septembre 1975, il aura fallu quatre ans pour que la «justice» intervienne : c'est en effet hier que passaient en procès Michelland, cadre responsable de l'atelier, Herbepin contremaitre, et le pontonnier. Ils sont inculpés d'homicide involontaire, avec pour Michelland, une infraction supplémentaire au code du travail. Quelques dizaines d'ouvriers de Berliet assistaient au procès. Dans la soirée d'hier, on ne connaissait pas les réquisitions du procureur.

Moulins : le patron n'est resté que trois jours en prison

(suite de la page une)

C'est précisément au moment de l'annonce de la libération que se déroulait une nouvelle manifestation des entrepreneurs de la région, et même d'au-delà, puisque, d'après des syndicalistes de Moulins, on y reconnaissait bien peu de patrons Moulinois.

Le juge aurait-il subi des pressions ? Après la formidable campagne montée autour du «cas Planche», on peut se poser la question. D'ailleurs, c'est là la limite de l'action courageuse que peuvent mener certains magistrats sensibles à l'exploitation de la classe ouvrière.

Des failles apparaissent au-

jourd'hui dans l'appareil judiciaire. Mais on ne doit pas oublier qu'il est conçu dans son ensemble pour servir la bourgeoisie. Un seul exemple, à Moulins même : un délégué CFDT a été licencié il y a un an de l'entreprise de bâtiment Dalla, pour avoir protesté contre le non-respect des règles de sécurité. Depuis, un autre délégué a eu les deux jambes brisées dans un «accident du travail». La «justice» ne s'est toujours pas manifestée... Seule la mobilisation des travailleurs peut imposer la mise en cause jusqu'au bout des capitalistes assassins.

LIEVIN : LE MINEUR ACCUSE

Au moment où des juges d'instruction inculpent des patrons, il est important de revenir sur ce qui en a été le point de départ : la lutte des travailleurs contre les accidents du travail.

Dans cette lutte, la mobilisation des mineurs de Liévin contre le fait qu'on ait envoyé à la mort 42 de leurs camarades, occupe une place importante.

Dans un livre intitulé «Liévin - le mineur accuse», 2 militants du PCR (m-l), Jean Paul GAY et Guy MORY ont rassemblé les témoignages de centaines de mineurs et consigné les travaux de la Commission Populaire d'Enquête et du Tribunal Populaire de Liévin.

Avec la Commission et le Tribunal Populaires, les mineurs ont, grâce à leurs témoignages, démontré la responsabilité totale des Houillères et brisé le silence entretenu sur leur exploitation que renforce la politique actuelle de récession et de relance partielle dans les charbonnages.

La bourgeoisie qui avec ses grands moyens d'information, a fait le black out sur cette mise en accusation, s'oppose à l'édition du livre : «Liévin : le mineur accuse». Les maisons d'éditions jusqu'à présent contactées ont refusé le livre.

Ces entraves n'empêcheront pas la publication prochaine du livre. Nous en publions ici des extraits.

DU BERCEAU AU CERCUEIL TOUT DEPEND DE LA MINE

Maison d'un étage, en briques sombres, maisons alignées le long de rues étroites, cellées les unes aux autres, toutes semblables, c'est un coron. Emergeant des maisons, les chevalets, hautes tours métalliques au-dessus des puits : au sommet, la grande roue tourne à intervalle régulier, pour les descentes ou les remontées ; sur des chevalets de plus en plus nombreux, la roue ne tourne plus, les puits ferment.

Sur le pays plat du bassin minier, de proche en proche, à côté des coron, des terrils tout noirs montent vers le ciel, véritables montagnes de déchets, de poussière de charbon.

Depuis un siècle et demi, la mine a façonné ainsi le paysage d'une grande partie du Nord et du Pas de Calais. Ce sont les compagnies minières qui ont fait construire les coron, dès le XIXème siècle : pour loger le mineur et sa famille rapidement, le plus près possible du lieu de travail et à moindre frais, les compagnies ont construit ces maisons, près des fosses. Les puits et les coron ont été installés près des villages, ou à la sortie des villes, à un moment où la plus grande partie de la population vivait à la campagne : ceci a donné lieu à la création de ces cités minières qui s'étendent le long des routes, et où il n'y a pas comme ailleurs de coupure franche entre la ville et la campagne, les jardins des coron renforçant cette particularité.

Les compagnies minières ont fait construire non seulement les coron mais aussi, les voieries, les écoles, les dispensaires, les hôpitaux, les salles des fêtes, les églises des cités minières, tout cela étant leur propriété absolue.

« De la naissance à la mort, du berceau au cercueil, tout dépend de la mine », disait-on dans les coron où chaque coin de rue porte une plaque scellée « propriété privée, défense d'entrer ». Ceci est resté vrai avec la nationalisation des mines.



3 blessés au puits 3 ouest de l'unité de production de Courrière à Méricourt dans le Pas-de-Calais

Nous publions aujourd'hui le début d'un feuilleton qui témoigne de la vie d'exploitation des mineurs du nord, des crimes dont les houillères sont responsables, de leur révolte à l'occasion de la mort de leurs 42 camarades à Liévin. Les crimes des houillères sont quotidiens, depuis Liévin, d'autres mineurs en ont été victimes. La correspondance que nous publions ici en est la preuve.

Mercredi dernier, trois mineurs sont brûlés à l'étage 750, de la taille dénommée Marcel 22, une taille mise en service seulement depuis le lundi 3 novembre. Au bout de la rue Henri Barbusse à Anza, noire sous la pluie, dans une petite maison des houillères, habite la femme d'un des blessés. Elle raconte : «L'accident a eu lieu mercredi à 19 h 19, au poste d'après-midi et le garde des Houillères de Bruay (car le coron d'Anza où j'habite dépend du coron de Bruay), est venu me l'annoncer seulement à 20 h 30 ; l'ingénieur est passé me voir jeudi, le maire de Fouquières n'a pas été prévenu non plus, il l'a su par la presse et la télévision régionale, jeudi soir, comme les délégués mineurs. Mon mari dit que c'était un coup de grisou sans poussière. Ses camarades ont entendu comme un coup de canon et ils ont vu la flamme arriver. La semaine d'avant, mon mari avait eu peur car il y avait eu un éboulement ; l'accident est arrivé après quatre jours de repos. Le samedi, il y avait la grève des cadres, donc lock-out pour les ouvriers ; le lundi et le mardi, c'était le pont du 11 novembre. Bien sûr, c'est arrivé à l'équipe d'après-midi, et pas un samedi matin, et mon mari dit que ça n'a pas été surveillé, il devait y avoir un câble d'électricité derrière les ouvriers, il n'y était pas. A l'hôpital, il l'a dit à l'ingénieur qui était venu le voir ; l'ingénieur a dit «il ne faut pas parler comme ça, on va chercher». Mon mari a répondu : «C'est un coup de grisou...». L'ingénieur a

dit : «Il faut vérifier». Mais les trois blessés disent la même chose, ajoute la femme. De la sécurité, il n'y en avait pas. Mon mari a 17 ans de fond, il est foudroyé. Il n'avait jamais eu d'accident, par miracle, et là, il est brûlé sur tout le visage. Sa vue baissera, il a peur de retourner au fond ; s'ils le remontent au jour et qu'il a une perte de salaire, moi je m'en fous, je veux qu'il vive. Il y avait un quatrième ouvrier qui travaillait sur le chantier, il n'a rien eu lui, il était pourtant à un mètre du blessé. Après l'accident, il est allé chez le docteur pour faire une prise de sang pour savoir s'il avait du grisou dans le sang, le docteur des Houillères a refusé. «Ce n'est pas la peine», a-t-il dit. Jeudi, ce mineur n'est pas allé travailler. «Il est allé voir mon mari à l'hôpital», raconte la femme, «il a rencontré l'ingénieur qui l'a engueulé. «Va foudroyer toi-même, je ne travaille pas aujourd'hui», a répondu le mineur».

Je suis moi-même allé voir ce mineur qui habite tout près avec sa femme et ses deux enfants dans une petite maison de deux pièces qui n'appartient pas aux Houillères. Depuis qu'il travaille à la mine depuis 17 ans, il attend toujours un logement. Les effectifs des mines diminuent d'années en années et les logements sont gardés soit pour louer à des ouvriers d'autres industries et leur faire payer un loyer, soit pour y mettre les nouveaux embauchés. A peine suis-je entré dans la maison, que le gardien des Houillères arrive pour soi-disant le problème du logement. Mais il prend aussi à part le mineur et, ensuite, celui-ci ne répondra pas à mes questions. Il me dira simplement que ses camarades sont brûlés au-dessus de la ceinture, que le pantalon a protégé les jambes, qu'ils étaient torse-nu à cause de la chaleur, et que c'est pour cela qu'ils sont brûlés au dessus.

Nous poursuivons l'enquête.

télévision

DANS L'ÉMISSION « LA TÉLÉVISION SOVIÉTIQUE » un cadre russe déclare : « Si c'est cela être patron, alors oui... »

Dimanche soir, à 21h50 TF1 a diffusé la deuxième partie du reportage que Nadine Liberpuisseaux a réalisé sur la télévision en URSS. Bien que décousue, cette émission a fourni des exemples frappants sur ce qu'est devenue la société soviétique, autrefois communiste. A propos de la télévision, tout d'abord, quoi de différent avec celle que la bourgeoisie contrôle en France. Un des responsables russe d'une des chaînes devait le dire : «C'est mondial, la télévision est mauvaise, chez nous comme ailleurs, pour l'intelligence». Les mêmes programmes de variétés stupides, des dramatiques psychologiques, tout cela sous un vernis «socialiste», voilà ce que la nouvelle bourgeoisie qui a pris le pouvoir en URSS, déverse en direction du peuple. «La société est partagée en groupes très divisés, nous ne pouvons plus faire d'émissions qui plaisent à tout le monde... notre principale préoccupation, c'est de trouver un langage commun avec les téléspectateurs...» Cette reconnaissance d'une division prend tout son sens lorsqu'il ajoute répondant à une question : «Non, ce n'est ni la population, ni les journalistes qui écrivent et décident des programmes, c'est moi qui décide de tout, c'est mon métier». Pas de contrôle populaire, profondes divisions dans la société, cela, la suite du reportage devait le préciser et le caractériser. Nous apprenons que dans le nord, beaucoup de jeunes quittent la campagne parce que le travail est trop dur, parce que la vie y est impossible, c'est le chef de secteur d'un kolkhoz qui parle. Lui gagne l'équivalent de 2 000 F par mois, il s'est fait construire à l'écart du village une somptueuse villa. «Je compte l'entourer d'une barrière et faire un peu de jardin pour mon plaisir...» déclare-t-il, «moi, je ne trouve pas que le travail soit trop dur, et maintenant, je ne suis plus dans les logements

collectifs : c'est plus agréable». «Mais, vous parlez comme un patron» lui dit la journaliste. «Si c'est cela être patron, alors oui...». Des centaines de jeunes qui quittent la campagne, comme chez nous, parce que le travail est trop dur, et trop peu

rémunéré, des petits chefs qui, par contre, se font construire des villas, voilà qui a illustré et caractérisé les divisions dont parlait un des responsables de la télévision. En URSS, c'est le capitalisme qui a été restauré. Claude VILLARD.

programme

MARDI 18 NOVEMBRE
TF 1
19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR feuilleton
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - QUOI ? DE QUI ?
21 h 20 - CES ANNES-LA : 1946-1970
22 h 20 - DE VIVE VOIX
23 h 20 - JOURNAL et fin
A 2
19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LES DOSSIERS DE L'ECRAN « LE VIEIL HOMME ET L'ENFANT » film
23 h 15 - JOURNAL et fin
FR 3
18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - LES ANIMAUX CHEZ EUX
20 h 30 - WESTERNS, AVENTURES « LA LOI DE LA PRAIRIE »
22 h 05 - JOURNAL et fin

Programmé il y a 3 semaines, « Le VIEIL HOMME ET L'ENFANT » est diffusé ce soir à 20 h 30 dans « LES DOSSIERS DE L'ECRAN » sur ANTENNE 2. Ce film est à voir pour les aspects positifs qu'il contient. Il retrace avec des qualités artistiques certaines, la vie, sous l'occupation, d'un vieil homme et de son petit-fils poursuivi parce qu'il est juif. Cependant le film a des limites politiques ; limites dont se saisiront sans doute les invités au débat pour développer des thèses sionistes.

MERCREDI 19 NOVEMBRE
TF 1
18 h 15 - A LA BONNE HEURE
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR Feuilleton
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LE SILENCE DES ARMES Film TV d'après B. Clavel
22 h 00 - LA RESPONSABILITE MEDICALE
23 h 00 - JOURNAL et fin
A 2
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - MANNIX
21 h 30 - C'EST A DIRE magazine
23 h 00 - JOURNAL et fin

FR 3
18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE (FJP)
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - PROGRAMMES REGIONAUX
20 h 30 - CATAclysmes ET CATASTROPHES: l'INCENDIE DE CHICAGO film amér. Henry KING (1938)
22 h 15 - JOURNAL et fin

international

Bangla-Desh : l'Inde attaque des postes frontières

Trois postes-frontières du Bangla-Desh sont encerclés par des troupes indiennes, qui appuient les actions de groupes de «guérilla» constituées par des anciens des troupes de choc de Mujibur Rahman dans la province du nord du Bangla-Desh.

AMBITIONS INDIENNES ET PÉNÉTRATION SOVIÉTIQUE

L'Inde avait joué un rôle décisif dans la création du Bangla-Desh, ancienne province du Pakistan Oriental, en intervenant massivement pour installer Mujibur Rahman, et à sa place s'installaient les éléments les plus pro-indiens et pro-soviétique du pouvoir.

DES POLICIERS INDIENS TUENT DES CIVILS AU NÉPAL

Le 3 novembre des policiers indiens sont entrés au Népal, à l'appel d'un marchand de tissu indien qui prétendait qu'on allait lui piller son magasin. Ils ont ouvert le feu sur les villageois népalais, tuant six personnes et en blessant quatre.

Le 7 novembre, les chefs actuels de l'armée du Bangla-Desh mettaient en échec une

tentative de coup d'Etat, dirigée par un général connu pour ses positions pro-indiennes, et prenaient directement en main les ministères. L'amiral Tawwab, chef de la marine déclare qu'il est obsédé par le but de diminuer les ingérences indiennes au Bangla-Desh.

Indira Gandhi déclarait : «L'Inde ne peut rester indifférente et non concernée quand la stabilité dans la région est remise en cause.»

Derrière l'Inde, en permanence l'URSS. Après avoir armé l'Inde pour intervenir au Bangla-Desh, elle s'installait massivement dans le pays. Le 15 août, lors du renversement de Mujibur Rahman elle proposa à l'Inde de lui donner les moyens d'intervenir. Le président installé lors de la tentative de coup d'Etat du début novembre déclarait : «la coopération fraternelle entre l'URSS et le Bangla-Desh sera maintenue et renforcée.»

Toute l'histoire du Bangla-Desh et de ses difficultés repose sur la volonté soviétique de s'installer dans le pays, en utilisant les ambitions indiennes. Il n'en est pas autrement aujourd'hui, et l'Inde ne peut intervenir qu'avec l'accord soviétique et son soutien.

ANGOLA inquiétude des pays africains

La colonne de l'Unita et du FNLA, encadrée par des sud africains et des fascistes portugais poursuit son avance sur Luanda. Elle se trouvait hier dans le port de Porto Amboim. Il semble que la colonne doive s'y séparer en deux branches : l'une continuant de progresser le long de la côte vers Luanda, l'autre pénétrant à l'intérieur des terres pour faire la jonction avec des troupes du FNLA venues du Nord, coupant ainsi Luanda d'une grande partie de la zone contrôlée par le MPLA qui occupe tout le centre de l'Angola jusqu'à la frontière Zairo-Zambienne.

De leurs côtés les soviétiques ont voulu démentir leur présence à Luanda : «Il n'y a pas de russes à Luanda, ou du moins pas de ce niveau» (allusion à l'information selon laquelle il y aurait des conducteurs de chars et des pilotes d'avion) Drôle de démenti ! En fait un aveu !

Les diverses interventions étrangères inquiètent de nombreux pays africains. Les présidents du Zaïre et du Gabon demandent dans un communiqué commun la convocation d'urgence d'une réunion extraordinaire des chefs d'Etat de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA). De son côté l'Ethiopie a demandé une réunion du conseil des ministres de l'OUA. L'interven-

tion des Etats-Unis et de l'URSS menace directement la paix dans



toute l'Afrique, opposant certains pays africains les uns aux autres, comme par exemple le Congo, qui s'affirmait prêt à combattre aux côtés du MPLA, tandis que le Zaïre, voisin, soutient massivement le FNLA. Les pressions soviétiques jouent un grand rôle dans ces oppositions, c'est ainsi que l'URSS a utilisé le territoire du Congo pour faire transiter armes et hommes destinés à l'Angola.

Par ailleurs l'ambassadeur d'URSS à Lisbonne s'est ingéré dans les affaires du Portugal, faisant pression auprès du président Costa Gomes pour que le Portugal reconnaisse la «République Populaire d'Angola».

Grégoire CARRAT

AFFRONTEMENTS VIOLENTS EN CISJORDANIE

Depuis dix jours un important mouvement de masse soulève la Cisjordanie contre l'occupant israélien. Des affrontements violents ont opposé des manifestants palestiniens à près de 400 policiers sionistes à Rammallah, à Bireh également eurent lieu des affrontements. A Naplouse les manifestants avaient des pancartes de soutien à l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP). A Bethléem, l'Université a été fermée, à Jérusalem, 400 personnes ont été arrêtées. Le gouvernement a dépêché des forces militaires et augmenté les patrouilles mobiles dans l'espoir de briser ce mouvement de masse qui s'oppose au projet d'institution d'une «administration autonome» de la Cisjordanie, véritable institution de collaboration. En se réclamant clairement du programme de l'OLP les manifestants montrent que non seulement l'OLP est le seul représentant du peuple palestinien, mais également que la lutte des masses contre l'occupation est étroitement liée à la lutte armée de la résistance palestinienne dans les territoires occupés.

LE FRONT POLISARIO CONTRE L'ACCORD ENTRE LE MAROC ET L'ESPAGNE

Le Front Populaire de Libération de Saguat el Hamra et Rio del Oro (F. Polisario), a dénoncé le nouvel accord entre le Maroc et l'Espagne, c'est un acte d'agression et de brigandage... Notre peuple affronte une agression imposée par des chercheurs de luxe et de richesses. Il invite instamment l'ONU à envoyer immédiatement une mission d'observateurs pour constater l'agression marocaine qui continue sous la forme d'une invasion militaire ouverte dans le nord-est de notre pays déjà libéré...

Au cours de la même conférence le secrétaire du front a posé la question «Qui tire les ficelles de cette sombre machination...?» Le Front Polisario pense que les Etats-Unis ont fait pression sur l'Espagne pour qu'elle réalise un accord avec le Maroc et la Mauritanie.

L'ONU ET LA CORÉE

l'occupation américaine mise en cause

Aujourd'hui l'ONU ouvre le débat sur la Corée. La Corée est divisée en deux depuis 1945 et le problème de sa réunification est plus que jamais posé, depuis les échecs US en Indochine.

- août 1945 : libération de la Corée occupée par le Japon, par la résistance coréenne, aidée par l'Armée Rouge. La conférence de Potsdam a décidé une opération conjointe soviéto-américaine pour ramasser en Corée les troupes japonaises, le 38ème parallèle limitant les zones respectives d'intervention.
- septembre 1948 : les députés de tout le territoire proclament la République Populaire. Les USA répliquent en créant, au sud, une «République de Corée» avec Rhee pour président.
- 25 juin 1950 : Rhee attaque le Nord de la Corée : pour éviter un échec, les USA interviennent sous le couvert de l'ONU, en violation de la charte de fondation.
- 27 juillet 1953 : armistice imposé aux USA, qui pour maintenir leurs troupes au Sud, signent avec le sud un «Pacte de Sécurité Commune» qui permet aux troupes US de rester indéfiniment au Sud.
- 1972 : accord sur la réunification entre le nord et le sud, qui toujours refusera de l'appliquer.

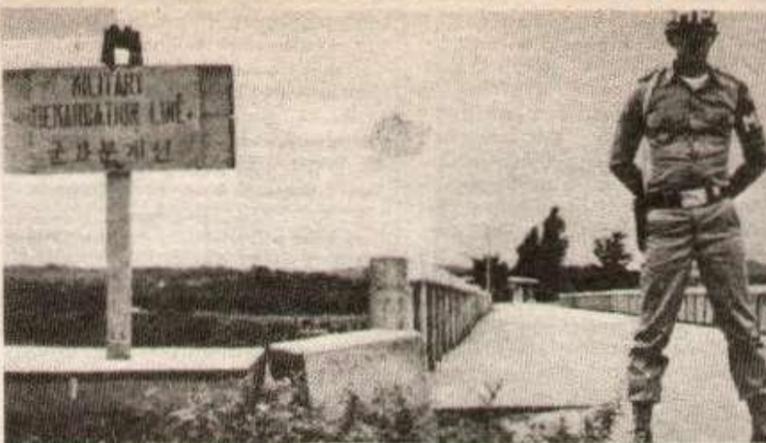
Aujourd'hui, l'assemblée générale de l'ONU doit entreprendre le débat sur la Corée. Une certitude : les USA rencontreront de grandes difficultés pour défendre la «légitimité» de leur occupation du sud de la Corée.

Deux motions sont en présence : celle des USA, qui réclament l'ouverture de pourparlers entre les «parties concernées» en vue d'un nouvel accord qui, éventuellement, pourrait amener la dissolution du «commandement des Nations Unies en Corée», c'est-à-dire de l'Etat Major des troupes US qui occupent le sud de la Corée. En fait, depuis deux ans, le principal obstacle à ces discussions reste le régime de Séoul (capitale du sud de la Corée). Pourquoi alors une telle motion ? Simplement pour contrecarrer la motion présentée par la Chine Populaire, l'Algérie et 41 autres pays. Cette résolution exige le retrait de toutes les forces armées du sud de la Corée et la dissolution du commandement de l'ONU, et réclame le remplacement de l'accord de l'armistice de 1953 violé depuis des années par Séoul et les USA, par un traité de paix authentique. Le Parti du Travail de Corée a déclaré à ce propos : «Nous estimons que la présente session de

l'assemblée générale de l'ONU doit adopter ce projet de résolution pour promouvoir la réunification indépendante et pacifique de la Corée.»

«CORÉE DU SUD» : «L'ÉTAT LE MOINS DÉMOCRATIQUE...»

Ces dernières semaines, Séoul a multiplié, en vue d'intimidation, des démonstrations militaires à la «frontière» séparant les zones nord et sud de la Corée. Ces manœuvres navales et aériennes se sont déroulées comme exercice «en cas d'une agression extérieure» avec de nouveaux missiles livrés par les USA, dont les troupes d'occupation collaborent avec l'armée de Séoul à tous les niveaux. Mais pour l'essentiel, les armes livrées par Washington à Séoul, se sont jusqu'ici retournées contre le peuple du sud de la Corée. Park Chung Hi, président «à vie» du sud de la Corée, n'a cessé de mener une répression très dure : en 1972, un coup d'Etat supprimait les restes de démocratie et dissolvait l'Assemblée Nationale où les opposants, malgré les élections et référendum truqués, étaient encore présents.



38° parallèle - ligne de démarcation : c'est l'armée américaine qui crée la division du pays en deux.

La répression, jusqu'alors dirigée contre les opposants directs au régime, touche maintenant les hauts fonctionnaires et les évêques, suspects de «menées communistes et subversives». L'armée tire sur les étudiants désarmés, torture les militants ouvriers, et pend ou fusille les condamnés.

Ranard, le spécialiste des affaires coréennes au Département d'Etat, a récemment reconnu :

«Aujourd'hui, il y a en Corée du Sud un gouvernement qui est le plus anti-démocratique depuis la libération. Le peuple coréen ne supportera pas indéfiniment un gouvernement qui lui dénie le droit de participer. Si le cours actuel des événements n'est pas arrêté ou renversé, cela va aller mal en Corée.»

FRANCE-«CORÉE DU SUD» : LIVRAISONS EN TOUS GENRES

La France s'est toujours abstenue dans les débats sur la question de la Corée. Cette fois-ci, elle a annoncé

qu'elle soutiendrait la résolution américaine.

En effet, la France est un important partenaire commercial de Séoul : elle doit lui livrer une usine de retraitement des combustibles nucléaires, qui peut servir à des fins militaires, que Saint-Gobain est chargé d'installer. De plus, les salaires de misère payés à la classe ouvrière du sud de la Corée intéressent particulièrement le patronat français qui a multiplié, ces dernières années, les investissements. En ce sens, un récent accord a été signé avec Séoul, pour garantir les investissements français : garantie des droits de propriété, droit de rapatriement des bénéfices, exonération fiscale totale pendant les cinq premières années et réduction de 50% des impôts pendant les trois années suivantes.

Une fois de plus, en voulant maintenir l'exploitation du peuple du sud de la Corée, l'impérialisme français combat la volonté des peuples d'assumer eux-mêmes leur destin dans l'indépendance.

Camille NOËL

meeting DE LA GUPS

Dimanche soir, un meeting s'est tenu pour soutenir la Révolution Palestinienne, dénoncer l'accord égypto-sioniste, affirmer la solidarité libano-palestinienne face aux complots impérialistes. Un message des juifs anti-sionistes a dénoncé le caractère raciste d'Israël et a affirmé la solidarité des juifs anti-sionistes à la lutte des peuples arabes, et principalement la lutte du peuple palestinien. Une Libanaise de la communauté juive de Beyrouth a ajouté : «Les juifs se porteront mieux quand le sionisme se portera mal». Le représentant de l'OLP en France, M. Ezzedine Kalak a affirmé la volonté de lutte du peuple palestinien pour la libération de sa patrie, pour la construction de la Palestine démocratique.